



CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 7 MARS 2024

PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-quatre, le sept mars, à vingt heures six, le conseil municipal, légalement convoqué vingt-neuf février, s'est réuni en session ordinaire à la mairie de Bléré, salle du conseil municipal, sous la présidence de M. NEBEL Fabien, Maire.

Présents : M. NEBEL Fabien, M. BOUVIER Jean-Pierre, Mme BALARD Isabelle, M. RAUZY Bruno, Mme DALAUDIER Nicole, M. JEAUNEAU Jean Michel, Mme GALLEY Danielle, M. GOETGHELUCK Patrick, Mme MARTIN Christiane, Mme LAUMANT Françoise, Mme DUFRAISSE Sylvie, M. CHANTELOUP Lionel, Mme PAPIN Gisèle, M. LABARONNE Daniel (arrivée à 20h45), M. FERON Pascal, M. VERITE Laurent, Mme BESNIER Sendrine, Mme MALVEAU Cindy, M. KLEIN Jean, M. LOUAULT Stéphane, Mme CHARPENTIER Séverine, Mme DRAOUI Emilie.

Absents excusés : Mme MAUDUIT Anne (pouvoir à M. BOUVIER Jean-Pierre), M. OMONT Jean-Claude (pouvoir à Mme DALAUDIER Nicole), Mme BONNELIE Catherine (pouvoir à M. NEBEL Fabien), M. GARNIER Patrice (pouvoir à Mme MALVEAU Cindy), M. da SILVA Alfredo (pouvoir à M. RAUZY Bruno), Mme HEMOND Armelle (pouvoir à M. KLEIN Jean), Mme CHARBONNIER Delphine (pouvoir à Mme CHARPENTIER Séverine).

OUVERTURE DE LA SEANCE

M. le Maire déclare la séance ouverte à 20h06 ; le quorum est atteint.
M. GOETGHELUCK Patrick est nommé secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS – INFORMATION

1. AFFAIRES FINANCIERES

RESULTATS DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2023

1.1. BUDGET 2024 – APPROBATION

1.2. FISCALITE LOCALE – TAUX D'IMPOSITION POUR 2024

1.3. CCAS – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT – ANNEE 2024

1.4. AUTORISATIONS DE PROGRAMME – MISES A JOUR

1.5. SAISON CULTURELLE – CREATION DE NOUVEAUX TARIFS POUR LES SPECTACLES ET ANIMATIONS

2. AFFAIRES SCOLAIRES

2.1. ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE BALZAC

3. URBANISME – AFFAIRES IMMOBILIERES – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

3.1. INSTALLATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL – ENER CENTRE VAL DE LOIRE – ZAC BOIS GAULPIED À BLERE

3.2. AVIS SUR L'IDENTIFICATION DES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

~~3.3. CONSTRUCTION D'UN CENTRE EDUCATIF FERME – SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC L'ASSOCIATION GROUPE SOS JEUNESSE – SITE DU REFLESSOIR~~ (retrait de ce point à l'ordre du jour, reporté ultérieurement)

4. COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX – BLERE VAL DE CHER

4.1. COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX – BLERE VAL DE CHER – ACTUALISATION DES CHARGES TRANSFEREES

5. QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

M. le Maire informe les membres du Conseil municipal du retrait de l'ordre du jour du point 3.3 relatif à la construction d'un centre éducatif fermé et à la signature d'une convention de projet urbain partenarial avec l'association groupe SOS jeunesse sur le site du Refleessoir. Ce point nécessite un délai supplémentaire pour valider les termes de la convention avec l'ensembles des parties, il est reporté ultérieurement.

PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE SEANCE (1^{er} février 2024)

→ Le conseil municipal approuve le procès-verbal, à l'unanimité, sans observation.

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS – INFORMATION

M. le Maire rappelle que l'article L.2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, énonce que les communes établissent, chaque année, un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein. Cet état est communiqué chaque année aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune.

Il rappelle les informations pour l'année 2023 :

| FONCTION + délégations | Indemnité (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique) | Montant brut annuel (majoration chef-lieu de canton incluse) |
|--|--|--|
| Maire | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 55.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 52.25% | 29 597.22 € |
| 1 ^{er} Adjoint affaires scolaires, cimetière, conseil des sages, conseil citoyen | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 22.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 20.90% | 11 838.84 € |
| 2 ^{ème} Adjointe cadre de vie, Bléré Plage, camping municipal | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 16.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 15.68% | 8 881.26 € |

| | | |
|---|---|-------------|
| 3 ^{ème} Adjoint cérémonies, associations et activités sportives | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 16.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 15.68% | 8 881.26 € |
| 4 ^{ème} Adjointe affaires sociales, logement | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 22.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 20.90% | 11 838.84 € |
| 5 ^{ème} Adjoint finances, commande publique, affaires immobilières | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 16.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 15.68% | 8 881.26 € |
| 6 ^{ème} Adjointe culture, associations (sauf associations sportives), communication | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 16.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 15.68% | 8 881.26 € |
| 7 ^{ème} Adjoint urbanisme | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 5.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 5.23% | 2 961.78 € |
| 8 ^{ème} Adjointe voirie, patrimoine | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 22.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 20.90% | 11 838.84 € |
| conseiller municipal délégué environnement, fleurissement | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 11.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 10.45% | 5 919.36 € |
| conseiller municipal délégué accessibilité, personnes âgées | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 11.00 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 10.45% | 5 919.36 € |
| conseiller municipal délégué suivi des chantiers | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 5.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 5.23% | 2 961.78 € |
| conseiller municipal délégué jeunesse | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 5.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 5.23% | 2 961.78 € |
| conseiller municipal délégué éclairage public, circulation | Du 01/01/2023 au 31/03/2023 : 5.50 % Du 01/04/2023 au 31/12/2023 : 5.23% | 2 961.78 € |

1. AFFAIRES FINANCIERES

M. JEAUNEAU indique que la commission finances-ressources humaines s'est réunie le 19 février 2024 pour examiner les résultats de l'exercice 2023 et les propositions budgétaires pour 2024.

RESULTATS DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2023

M JEAUNEAU présente les résultats de l'exécution budgétaire 2023 en précisant qu'ils sont identiques à ceux du comptable public, suite à une vérification faite le 1^{er} février 2024.

| | prévisions en € | réalisations en € |
|---|--------------------|----------------------|
| <u>SECTION DE FONCTIONNEMENT</u> | | |
| Total dépenses : | 5 262 684,00 | 4 903 003,74 |
| Total recettes : | 4 457 012,49 | 4 825 301,52 |
| Résultat de fonctionnement 2023 : | -805 671,51 | -77 702,22 |
| Excédent de fonctionnement 2022 reporté : | 1 612 544,51 | 1 612 544,51 |
| Résultat global 2023 : | 806 873,00 | 1 534 842,29 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| | | |
|---|--------------------|--------------------|
| Total dépenses : | 3 602 789,87 | 1 398 117,80 |
| Total recettes : | 2 872 570,00 | 1 356 653,96 |
| Résultat d'investissement 2023 : | -730 219,87 | -41 463,84 |
| Déficit d'investissement 2022 reporté : | -76 653,13 | -76 653,13 |
| | -806 873,00 | -118 116,97 |
| Restes à réaliser / dépenses : | | 667 823,00 |
| Restes à réaliser / recettes : | | 942 759,00 |
| Solde des restes à réaliser : | | 274 936,00 |
| Résultat global 2023 : | -806 873,00 | 156 819,03 |

AFFECTATION DU RESULTAT

| | |
|--|---------------------|
| Couverture du déficit d'investissement | 0,00 |
| Excédent reporté en fonctionnement | 1 534 842,29 |

M. JEAUNEAU indique que le compte administratif du maire et le compte de gestion du comptable public ne seront pas soumis au vote du conseil municipal. En effet, le comptable public n'a pas encore transmis le compte de gestion dans sa version intégrale, ce qui bloque le vote du compte administratif car les 2 documents doivent être approuvés en même temps.

Cependant, cette situation n'empêche pas de reporter les résultats 2023 dans le budget 2024 car ils sont conformes aux résultats du comptable public.

M. CHANTELOUP note que, sans compter les dépenses engagées du fait du sinistre de la mairie, la gestion budgétaire est plutôt bonne et que la commune a réalisé des économies de fonctionnement importantes.

M. le Maire confirme que la municipalité a fait des économies sur toutes les lignes de fonctionnement. Il précise par ailleurs que le coût des énergies s'est avéré moins élevé que prévu.

→ **Le conseil municipal prend acte des résultats, dans l'attente du vote lors de la prochaine séance.**

Arrivée de M. LABARONNE à 20h45.

1.1. BUDGET 2024 – APPROBATION

M. le Maire et M. JEAUNEAU présentent le budget 2024 qui s'équilibre à 11 267 647 € selon la répartition suivante :

Section de fonctionnement = 6 727 352 €

Section d'investissement = 4 540 295 €

Le budget est globalement conforme aux orientations présentées en conseil municipal le 1^{er} février 2024.

Recettes de fonctionnement

Produits des services :

- dont les produits du périscolaire et de la restauration, poste le plus important ;
- dont le remboursement, par la communauté de communes, des charges de personnel pour les animateurs mis à disposition, et pour le nouveau service mutualisé des ressources humaines. Ce nouveau service explique l'augmentation des recettes mais il y a en parallèle une augmentation des dépenses (pour mémoire, un agent de la commune est mis à disposition de la communauté de communes, et inversement, à 50/50 de leur temps de travail).

Fiscalité et dotations :

- comme évoqué dans les orientations budgétaires, la loi de finances pour 2024 prévoit une revalorisation des bases fiscales de presque 4%, ce qui va générer une augmentation naturelle des recettes. Une augmentation des taux d'imposition sera également proposée au conseil municipal ;
- la loi de finances prévoit également une revalorisation de la dotation globale de fonctionnement mais tant que le montant n'est pas notifié, la prévision budgétaire reste identique à celle de 2023 ;
- concernant la fiscalité reversée par la communauté de communes, il est possible que la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) propose une baisse. C'est pourquoi la

prévision budgétaire est d'ores et déjà revue à la baisse. A noter que la baisse des attributions de compensation ne sera validée que si toutes les communes membres approuvent le rapport de la CLECT.

Autres produits de gestion courante :

- dont le solde de l'indemnité de sinistre pour la mairie : 600 000 €

Dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général :

- ajustement des crédits pour l'électricité et le gaz : les prévisions 2024 correspondent aux consommations du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 + une marge de 20% ;
- fournitures de petit équipement : augmentation des crédits car il y aura plus de travaux réalisés en régie (achats de matériels et matériaux) ;
- fournitures de voirie : en 2023, le service commun voirie de la communauté de communes a exceptionnellement pris en charge les matériaux pour tous les travaux faits dans les communes, pour alléger les budgets des communes, alors que les matériaux étaient normalement facturés aux communes. En 2024, retour à l'ancien système de facturation, d'où la prévision budgétaire en hausse ;
- ajustements en +/- sur toutes les autres lignes, en fonction des réalisations 2023 et des projets nouveaux pour 2024.

Charges de personnel :

- des prévisions qui tiennent compte de tout ce qui était inscrit dans les orientations budgétaires.

Autres charges de gestion courante :

- légère augmentation du budget dédié aux subventions aux associations, notamment à destination du Centre Socio-culturel pour renforcer les animations à la bibliothèque. Sous réserve du vote du conseil municipal sur le montant individuel des subventions aux associations.

Charges financières :

- en baisse, ce qui donnera une marge de manœuvre pour les emprunts futurs, comme présenté dans le rapport sur les orientations budgétaires.

Section d'investissement

Depuis les orientations budgétaires, certains arbitrages ont dû être faits pour l'équilibre du budget, et en fonction du démarrage réel des opérations. Parmi eux :

- **Fonderie** : révision à la baisse des crédits de paiement (700 000 € au lieu de 900 000 € annoncé dans les orientations budgétaires), car il est confirmé que les travaux de dépollution ne commenceront pas avant septembre.

Le conseil municipal devra donc se prononcer sur la révision de l'autorisation de programme, en plus du vote du budget.

- **Courts de tennis** : révision à la baisse des crédits de paiement, en fonction des devis reçus (120 000€ au lieu de 150 000 €).

Le conseil municipal devra donc se prononcer sur la révision de l'autorisation de programme, en plus du vote du budget.

- **Viabilisation aux Aigremonts pour l'accès au CEF** : révision à la baisse des crédits, dans l'attente de la validation du projet urbain partenarial (PUP - pour le financement) et parce que les travaux ne commenceront pas avant septembre.

- **Mairie – rénovation intérieure phase 2** : révision à la baisse. Priorité aux achats de mobiliers, matériels informatique et téléphonie, qui auraient été faits en 2023 s'il n'y avait pas eu l'incendie. Les travaux sur l'extérieur du bâtiment seront étudiés et programmés en 2025 (volets et toiture entre autres).

M. CHANTELOUP explique qu'il faut savoir investir pour diminuer les frais de fonctionnement. Il remarque que le projet de skatepark à 500 000€ bénéficiera de subventions importantes mais s'inquiète des frais de fonctionnement que cette nouvelle structure va générer.

M. le Maire précise que ce projet comporte une ombrière de panneaux photovoltaïques qui produira de l'énergie pour les bâtiments publics à proximité. Ce projet participera à la diminution des coûts de fonctionnement municipaux et constituera une structure sportive supplémentaire.

M. CHANTELOUP approuve par ailleurs de ne pas prévoir de motorisation de portail ni de climatisation sur le bâtiment des Services Techniques s'il est envisagé de vendre ce bâtiment. Il invite aussi à envisager la réfection de la chaudière de l'école dans l'étude d'ensemble de l'îlot Balzac afin de chauffer les deux écoles et la mairie.

Il évoque également l'éclairage du terrain de pétanque pris en charge par le club de pétanque. En remplaçant les lampes, cela va générer des économies d'énergie d'éclairage pour la ville. Il souhaite que la ville investisse davantage pour faire des économies de fonctionnement.

Mme DRAOUI souhaite connaître le processus budgétaire lorsque la ligne budgétaire (fonctionnement ou investissement) n'est pas consommée.

M. JEAUNEAU explique que dans ce cas il est possible d'envisager de les utiliser sur une autre ligne par une décision modificative.

M. LABARONNE approuve.

M. LOUAULT s'interroge sur les économies futures, notamment dans le cadre des zones d'accélération de la production d'énergie renouvelable (ZAER).

M. le Maire précise que ce point sera justement abordé dans un point ultérieur de ce Conseil municipal. Il explique que la ville possède des bâtiments anciens à rénover ou à remplacer par des nouveaux afin de réduire les dépenses de fonctionnement. Ces opérations commencent mais elles sont très longues.

M. GOETGHELUCK précise que pour une école, par exemple, il faut compter au moins 3 ou 4 ans.

M. le Maire conclut en insistant sur la volonté de la municipalité d'investir pour réaliser des économies de fonctionnement.

A l'issue de la présentation et des débats, Mme DRAOUI demande s'il est possible de faire un vote à bulletin secret. La majorité des membres du conseil municipal appuie à cette demande donc M. le Maire accepte de procéder au vote du budget à bulletin secret.

→ **Délibération 2024-11-01 : le conseil municipal,**

- vu le code général des collectivités territoriales,
- vu la délibération n° 2024-01-01 du 01/02/2024 relative au débat sur les orientations budgétaires,
- vu les propositions budgétaires 2024 présentées en commission finances–ressources humaines le 19/02/2024 et transmises aux conseillers municipaux le 22/02/2024,

Après en avoir délibéré, à la majorité absolue des suffrages exprimés (23 votes pour, 4 votes contre, 2 votes blancs) :

- adopte le budget 2024 de la commune, conformément aux propositions exposées ci-dessus :

- **au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,**
- **au niveau du chapitre et des opérations individualisées pour la section d’investissement,**
- **avec la reprise anticipée des résultats de l’exercice 2023, conformément au tableau présenté précédemment.**

1.2. FISCALITE LOCALE – TAUX D’IMPOSITION POUR 2024

M. le Maire et M. JEAUNEAU annoncent qu’une discussion a été engagée au sein de l’exécutif, puis en commission finances-ressources humaines, sur une nouvelle augmentation des taux d’imposition sur le foncier bâti et le foncier non bâti, comme en 2023.

Ils présentent ensuite les simulations réalisées, avec une revalorisation des bases d’imposition de 3% (prévue par la loi de finances pour 2024), et avec des augmentations de taux allant de 1 à 4 points.

A l’issue de la présentation, M. le Maire propose de voter une augmentation de 3 points sur le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

M. JEAUNEAU rappelle ensuite que, depuis 2023, les communes doivent à nouveau voter un taux pour la taxe d’habitation sur les résidences secondaires et autres meublés non affectés à l’habitation principale (la taxe d’habitation sur les résidences principales étant définitivement supprimée).

M. JEAUNEAU rappelle enfin que la taxe d’habitation sur les logements vacants reste applicable, sur la base du taux de la taxe d’habitation sur les résidences secondaires.

M. le Maire propose de maintenir le taux existant, soit 14,50 %.

M. CHANTELOUP indique qu’en 2023 il a fallu augmenter les impôts à cause de l’estimation assez haute des dépenses. Cependant, il s’interroge quant à la nécessité de procéder de la même manière pour 2024. Il est contre l’augmentation de la fiscalité locale argumentant que la situation économique des ménages est difficile. Selon lui, il ne faut pas augmenter les impôts, il faut plutôt réaliser des économies.

Mme DRAOUI s’interroge sur l’augmentation annuelle systématique de cet impôt.

M. JEAUNEAU répond que l’augmentation significative de cet impôt en 2024 permettra de ne plus l’augmenter ensuite. Il précise par ailleurs que le taux d’imposition de Bléré est encore au-dessous des autres communes de la même strate.

M. CHANTELOUP indique que les revenus des ménages à Bléré sont plus bas que ceux des villes de la même strate.

M. LOUAULT rappelle que les habitants de Bléré vont également subir une augmentation des tarifs de l'eau (décision de la Communauté de communes). En ajoutant à cela une nouvelle augmentation de la taxe foncière, cela représente beaucoup pour les ménages blérois.

M. le Maire indique qu'en prenant l'exemple d'une taxe foncière qui s'apparente à la moyenne des propriétés bâties de Bléré, une augmentation de 3 points revient à une augmentation mensuelle de 6.50 €.

Mme DRAOUI regrette que les personnes âgées soient pénalisées par l'augmentation de cette taxe.

M. LABARONNE explique que les bases locatives reposent sur les évaluations de la réalité économique. Il y a 15 ou 20 ans les bases locatives étaient légitimement plus basses car l'attractivité de Bléré était moindre. Aujourd'hui, les bases locatives sont légitimement plus élevées car elles ont augmenté en même temps que l'attractivité de la ville. Néanmoins, ces bases restent encore faibles comparées aux services rendus par la ville à ses habitants. Certes, il faut prendre en compte l'impact de cette augmentation sur le pouvoir d'achat mais la ville ne peut pas se permettre d'avoir des déficits de fonctionnement. Il faut prendre des décisions courageuses d'augmentation de cette taxe sinon il faudra recourir à l'emprunt et, dans ce cas, ce sont les générations futures qui devront payer la dette.

S'ouvre ensuite une discussion-débat sur le sentiment du pouvoir d'achat entre M. LABARONNE et Mme CHARPENTIER.

M. le Maire indique que cette augmentation de taxe est nécessaire, cette année encore, pour équilibrer le budget mais qu'a priori cette augmentation devrait suffire pour les prochaines années.

La majorité des membres du conseil municipal demande un vote à bulletin secret.

M. le Maire accepte.

→ **Délibération 2024-12-02 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,
- vu le code général des impôts,

Après en avoir délibéré, à la majorité absolue des suffrages exprimés (21 votes pour, 7 votes contre, 1 bulletin nul) :

- fixe comme suit les taux d'imposition pour l'année 2024 :

- **taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 14,50 %**
- **taxe sur le foncier bâti : 38,05 %**
- **taxe sur le foncier non bâti : 57,78 %**

1.3. CCAS – SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT – ANNEE 2024

M. JEAUNEAU indique que, pour le versement de la subvention de fonctionnement au CCAS, il est nécessaire de prendre une délibération spécifique indiquant le montant de la subvention à verser. Le montant proposé et inscrit au budget est de 45 000 €.

Mme CHARPENTIER, M. LABARONNE et Mme DALAUDIER s'interrogent sur l'augmentation du nombre de bénéficiaires des aides du CCAS.

Mme DALAUDIER indique qu'il y a effectivement une impression d'augmentation du nombre de bénéficiaires mais qu'il faut vérifier les chiffres car il ne faut pas oublier que le CCAS, c'est les aides alimentaires et financières, certes, mais c'est aussi des bourses au permis de conduire et d'autres dispositifs de ce type.

Mme CHARPENTIER s'interroge sur les possibles aides extérieures reçues par le CCAS en dehors du financement de la commune.

M. le Maire indique que la subvention de la commune est la principale recette de fonctionnement du CCAS.

Le CCAS perçoit également un tiers du produit des concessions cimetières. Pour le versement, le conseil municipal a délibéré sur le principe lors de sa séance du 19 janvier 2016. Le montant à reverser l'année N est ensuite calculé en fonction des recettes encaissées l'année N-1, soit 3 545 € à reverser en 2024.

→ **Délibération 2024-13-03 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,

- vu l'avis favorable émis par la commission finances-ressources humaines le 19/02/24,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de verser une subvention de fonctionnement de 45 000 € au centre communal d'action sociale pour l'année 2024.

1.4. AUTORISATIONS DE PROGRAMME – MISES A JOUR

M. JEAUNEAU explique que depuis les orientations budgétaires, des arbitrages ont dû être faits pour l'équilibre du budget, et en fonction du démarrage réel de certaines opérations. Parmi eux :

- **Autorisation n° 10 fonderie** : révision à la baisse des crédits de paiement (700 000 € au lieu de 900 000 € annoncé dans les orientations budgétaires), car il est confirmé que les travaux de dépollution ne commenceront pas avant septembre.

- **Autorisation n° 11 courts de tennis** : révision à la baisse des crédits de paiement, en fonction des devis reçus (120 000 € au lieu de 150 000 €).

- **Autorisation n° 12 Varenne** : révision à la baisse des crédits de paiement, en fonction de l'avancement de l'étude biodiversité (60 000 € au lieu de 80 000 €).

→ **Délibération 2024-14-04 : le conseil municipal,**

- vu l'article L.2311-3 du code général des collectivités territoriales,

- considérant la nécessité de mettre à jour les autorisations de programme pour ajuster le montant des crédits de paiement annuels en fonction de l'avancement des projets,

- considérant les modifications proposées par M. le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve l'ajustement des crédits de paiement sur les autorisations n° 10 (fonderie), n° 11 (courts de tennis) et n° 12 (Varenne) comme présenté ci-dessus et conformément aux tableaux ci-dessous.

Autorisation de programme n° 10

Opération 112 : réhabilitation du site de la fonderie

Imputation budgétaire : compte 2313 - fonction 020

| | | | | | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-------------|--------------|--------------|---------------------|
| | | | | | | | | | |
| révision du montant du programme - janvier 2021 : | | 4 500 000,00 | € TTC | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement selon avancement du programme - janvier 2024 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | réalisé 2019 | réalisé 2020 | réalisé 2021 | réalisé 2022 | réalisé 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| crédits de paiement | 20 220,00 | 11 640,00 | 188 656,00 | 359 659,00 | 95 864,00 | 900 000,00 | 1 370 000,00 | 1 553 961,00 | 4 500 000,00 |
| réalisé | 20 220,00 | 11 640,00 | 188 656,00 | 358 659,00 | 95 864,00 | | | | |
| | | | | | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement selon avancement du programme - mars 2024 | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | réalisé 2019 | réalisé 2020 | réalisé 2021 | réalisé 2022 | réalisé 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| crédits de paiement | 20 220,00 | 11 640,00 | 188 656,00 | 359 659,00 | 95 864,00 | 700 000,00 | 1 570 000,00 | 1 553 961,00 | 4 500 000,00 |
| réalisé | 20 220,00 | 11 640,00 | 188 656,00 | 358 659,00 | 95 864,00 | | | | |
| | | | | | | | | | |

Autorisation de programme n° 11

Opération 141 : court de tennis extérieur

Imputation budgétaire : compte 2313 - fonction 414

| | | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| révision du montant du programme - janvier 2022 : | | 470 000,00 | € TTC | | | |
| | | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement - janvier 2024 | | | | | | |
| | | | | | | |
| | réalisé 2021 | réalisé 2022 | réalisé 2023 | prévision 2024 | prévision 2025 | Total |
| ventilation initiale | 0,00 | 12 987,00 | 0,00 | 150 000,00 | 307 013,00 | 470 000,00 |
| réalisé | 0,00 | 12 987,00 | 0,00 | | | |
| | | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement - mars 2024 | | | | | | |
| | | | | | | |
| | réalisé 2021 | réalisé 2022 | réalisé 2023 | prévision 2024 | prévision 2025 | Total |
| ventilation initiale | 0,00 | 12 987,00 | 0,00 | 120 000,00 | 337 013,00 | 470 000,00 |
| réalisé | 0,00 | 12 987,00 | 0,00 | | | |

| Autorisation de programme n° 12 | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| Opération 151 : aménagement secteur de la Varenne (ZAD) | | | | | |
| Imputation budgétaire : compte 2315 - fonction 515 | | | | | |
| | | | | | |
| montant initial du programme - juillet 2022 : | | 175 000,00 | € TTC | | |
| | | | | | |
| révision du montant du programme - janvier 2024 : | | 250 000,00 | € TTC | | |
| | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement suite révision du programme - janvier 2024 | | | | | |
| | | | | | |
| | réalisé 2022 | réalisé 2023 | prévision 2024 | prévision 2025 | Total |
| crédits de paiement | 8 407,00 | 324,00 | 80 000,00 | 161 269,00 | 250 000,00 |
| réalisé | 8 407,00 | 324,00 | | | |
| | | | | | |
| nouvelle ventilation des crédits de paiement suite révision du programme - mars 2024 | | | | | |
| | | | | | |
| | réalisé 2022 | réalisé 2023 | prévision 2024 | prévision 2025 | Total |
| crédits de paiement | 8 407,00 | 324,00 | 60 000,00 | 181 269,00 | 250 000,00 |
| réalisé | 8 407,00 | 324,00 | | | |

1.5. SAISON CULTURELLE – CREATION DE NOUVEAUX TARIFS POUR LES SPECTACLES ET ANIMATIONS

M. JEAUNEAU indique que les membres de la commission culture et vie associative souhaitent la création de nouveaux tarifs pour les spectacles et animations de la saison culturelle, pour générer de nouvelles recettes :

- Pass 3 jours (pour 3 spectacles sur 3 jours consécutifs) : 30 €

Ce pass concernera notamment le Jazz On Bléré et le Bléré Opéra de Poche.

M. le Maire possède une délégation d'attribution du conseil municipal pour fixer l'augmentation des tarifs existants mais la création de nouveaux tarifs (comme la suppression des tarifs existants) relève toujours de la compétence du conseil municipal.

→ **Délibération 2024-15-05 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,
- vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2122-22,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **décide la création d'un nouveau tarif Pass 3 jours (pour 3 spectacles sur 3 jours consécutifs) ;**
- **fixe le montant comme proposé ci-dessus, soit 30 €.**

2. AFFAIRES SCOLAIRES

2.1. ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE BALZAC

Monsieur BOUVIER rappelle que, lors de la réunion du conseil municipal du 1^{er} février 2024, la question des rythmes scolaires de l'école élémentaire a été posée sans qu'une véritable alternative soit proposée aux rythmes actuels.

A la demande des enseignants et des parents, un comité technique composé de représentants des parties concernées par un changement éventuel a été chargé de définir une organisation différente de celle qui prévaut actuellement. Ce comité technique propose une nouvelle organisation du temps scolaire en quatre jours dès la rentrée scolaire de septembre 2024.

La question a été débattue en commission générale avant la séance du conseil municipal.

La majorité des membres du conseil municipal demande un vote à bulletin secret.

M. le Maire accepte.

→ **Délibération 2024-16-06 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,

Après en avoir délibéré, à la majorité absolue des suffrages exprimés (17 votes pour, 9 votes contre, 3 abstentions) :

- **Se prononce pour la nouvelle organisation de la semaine scolaire de l'école élémentaire Balzac en quatre jours à compter de la rentrée de septembre 2024.**

3. URBANISME – AFFAIRES IMMOBILIERES – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

3.1. INSTALLATION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL – ENER CENTRE VAL DE LOIRE – ZAC BOIS GAULPIED À BLÉRE

M. JEAUNEAU indique que la SAEML EneR Centre Val de Loire a déposé, en date du 22 décembre 2023, un dossier de permis de construire portant sur l'installation d'une centrale photovoltaïque au sol, sur les parcelles cadastrées section YV n°60 (33 784 m²) et YV n°59 (32 750 m²) situées dans la ZAC Bois Gaulpied à Bléré.

Le projet concernera la réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol de 6 MWc, comprenant un ensemble de modules photovoltaïques ainsi que leurs supports et un local technique comprenant le poste de transformateur et le poste de livraison.

Le site retenu est classé en zone 1AU du PLUi. « *La zone 1AU correspond à des secteurs ouverts à l'urbanisation, dédiés au développement des activités économiques : [...] sont autorisés sous condition les affouillements et exhaussements de sol, à condition qu'ils soient liés [...] à l'exploitation des énergies renouvelables* » au sein du PLUi de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux – Bléré Val de Cher, actuellement en vigueur.

L'instruction de ce dossier de permis de construire relève des services de l'Etat, et fait l'objet d'une étude d'impact.

Le dossier est soumis à enquête publique, conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'environnement.

L'article R.423-57 du code de l'urbanisme prévoit, lorsque le permis est soumis à enquête publique et délivré au nom de l'Etat, que l'enquête soit organisée par le Préfet.

Le projet étant implanté sur le territoire de Bléré, et préalablement à l'enquête publique, le Conseil Municipal doit émettre un avis sur le projet de permis de construire, conformément aux articles L.122-1 V et R.122-7 du code de l'environnement.

A compter de la saisine des services de l'Etat, soit le 13 février, et passé le délai de 2 mois, l'avis de la collectivité sera réputé favorable.

→ Délibération 2024-17-07 : le conseil municipal,

- vu le code l'environnement,

- vu le code de l'urbanisme,

- vu le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque par la SAEML EneR Centre Val de Loire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés :

- émet un avis favorable, sans observation, sur le projet de permis de construire déposé par la SAEML Ener Centre Val de Loire portant sur l'installation d'une centrale photovoltaïque sur le site de la ZAC Bois Gaulpied, préalablement à l'enquête publique.

3.2. AVIS SUR L'IDENTIFICATION DES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, vise à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

Son article 15 demande aux communes de définir, par délibération du conseil municipal, après concertation du public selon des modalités qu'elles déterminent librement, des zones d'accélération où elles souhaitent prioritairement voir des projets d'énergies renouvelables s'implanter (zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables, ainsi que de leurs ouvrages connexes - ZAER).

La définition des ZAER permet à la commune d'identifier les secteurs où elle souhaite prioritairement voir des projets s'implanter et de renforcer l'acceptabilité des EnR sur le territoire communal. Pour les porteurs de projet, cela donne un signal clair les incitant à implanter leurs projets en ZAER, dans la mesure où un projet situé en ZAER a fait l'objet d'une première concertation et qu'il pourra également bénéficier d'avantages financiers.

Ces ZAER peuvent concerner toutes les énergies renouvelables (ENR). Elles sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'ENR, en tenant compte de la nécessaire diversification des ENR, des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'ENR déjà installée (L.141-5-3 du code de l'énergie). Pour les porteurs de projet, cela donne un signal fort.

Ces ZAER ne sont pas des zones exclusives. Des projets pourront être autorisés en dehors. A contrario, elles ne figent pas des secteurs en attendant d'éventuels porteurs de projets.

Il est précisé que :

- Pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas son autorisation, celui-ci devant, dans tous les cas, respecter les dispositions réglementaires applicables et, en tout état de cause, l'instruction des projets reste faite au cas par cas ;
- L'enjeu est que ces zones soient suffisamment grandes pour atteindre les objectifs énergétiques fixés aux différents niveaux (national, régional, local...) ;
- La commune a l'obligation de transmettre la délibération relative aux zones d'accélération au référent préfectoral aux énergies renouvelables, à l'EPCI dont il est membre (un débat au sein de l'organe délibérant de l'EPCI sur la cohérence des zones par rapport au projet de territoire de l'EPCI doit être organisé) ;

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée à compter du 20 décembre 2023 selon les modalités suivantes :

- Panneaux d'affichage en mairie ;
- Vitrines extérieures de la mairie.

Il est précisé que les EnR proposées après la concertation sont les suivantes :

- Le solaire photovoltaïque ;
- La géothermie ;
- La biomasse.

M. le Maire présente les zones identifiées comme zones d'accélération pour le développement des énergies renouvelables ainsi que les arguments ayant conduit à ces propositions de zones. Les zones concernées sont celles identifiées sur la carte et le tableau listant les parcelles cadastrales afférentes, joints en annexe.

M. CHANTELOUP s'interroge sur le projet de l'entreprise ABO Wind envisageant la création d'un parc photovoltaïque au sol à l'emplacement des anciennes carrières de Bléré. ABO Wind a envoyé une information aux foyers blérois dans leur boîte aux lettres.

M. le Maire indique que ce projet n'est pas porté par la commune. Il s'agit d'un projet privé porté par ABO Wind.

→ **Délibération 2024-18-08 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,
- vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi APER, et notamment son article 15,
- vu la délibération n°2024-022 du 22 février 2024 prise par le conseil communautaire de la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher, prenant acte de la tenue d'un débat sur la loi APER et les zones d'accélération identifiées,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **définit comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les parcelles figurant en annexes à la présente délibération,**
- **charge M. le Maire ou ses services municipaux de mettre à jour les données sur le Portail EnR de l'Etat (<https://planification.climat-energie.gouv.fr>),**
- **valide la transmission de la cartographie de ces zones à Monsieur le Sous-Préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables du département d'Indre-et-Loire, sous forme cartographiques via le Portail EnR de l'Etat,**
- **autorise M. le Maire à signer tout document afférent au dossier.**

4. COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX – BLERE VAL DE CHER

4.1. COMMUNAUTE DE COMMUNES AUTOUR DE CHENONCEAUX – BLERE VAL DE CHER – ACTUALISATION DES CHARGES TRANSFEREES

La Communauté de communes a déclaré d'intérêt communautaire au 1er janvier 2024 deux nouveaux équipements sportifs à savoir :

Le gymnase d'Athée-sur-Cher

Le gymnase Pierre Bourreau à Saint-Martin le Beau

Des charges transférées ont été calculées pour ces équipements.

La CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées), réunie le 20 décembre 2023, a adopté le rapport ci-joint.

→ **Délibération 2024-19-19 : le conseil municipal,**

- entendu l'exposé ci-dessus,
- vu le code général des collectivités territoriales,

- considérant l'obligation, pour les conseils municipaux des communes membres, de délibérer sur le rapport de la CLECT du 20/12/2023,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **approuve le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées du 20 décembre 2023.**

5. QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

● **Décisions du Maire prises dans le cadre de sa délégation de compétences accordée par le conseil municipal**

| N° décision | Date | Objet |
|--------------------|-------------|---|
| 2024-07 | 22/01/2024 | Prestations de services pour les assurances - dommages aux biens - avenant 3 (ajout de la maison 47 avenue du 11 Novembre 1918) |
| 2024-08 | 30/01/2024 | Location d'une maison d'habitation – 47 avenue du 11 Novembre 1918 Location à compter du 01/04/24 Loyer mensuel : 750 € |
| 2024-09 | 02/02/2024 | Création d'un skatepark - attribution du marché Société BETONGPARK – OSLO (Norvège) Montant : 370 000 € HT |
| 2024-10 | 06/02/2024 | Acte de concession n°3307 pour une durée de 50 années |
| 2024-11 | 13/02/2024 | Prestations de services pour les assurance - véhicules - avenant 3 (ajout d'un véhicule acheté, retrait d'un véhicule vendu/repris) |
| 2024-12 | 14/02/2024 | Mise à disposition d'un local - 19 rue du Port - Association Mémoire et Patrimoine de la Fonderie |
| 2024-13 | 15/02/2024 | Démolition de bâtiments - 44 quai Bellevue (parcelles AB n°46 - 257 - 275 - 328 et 351) - Dossier de permis de démolir |

Mme DRAOUI s'interroge sur l'entreprise retenue pour la création d'un skatepark, Société BETONGPARK basée à OSLO en Norvège : n'y avait-il pas d'entreprise française qui aurait pu réaliser ce projet ?

M. le Maire explique que l'entreprise a été retenue dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres.

● **Comptes rendus des commissions :**

- commission affaires immobilières

lundi 5 février 2024 et lundi 4 mars 2024

Examen des déclarations d'intention d'aliéner : pas de préemption

Vente du bâtiment 9 rue Belle

Bâtiment Duhard

Bâtiment Podaxis

Dernière parcelle en vente à Moncartier

- commissions patrimoine, voirie, bâtiments, travaux et circulation, accessibilité, éclairage public

lundi 12 février 2024

Proposition d'aménagements rue Carnot (vitesse et stationnement)

Bandes cyclables avenues Delaunay et du 11 novembre : le marquage est à revoir

Place Balzac : circulation et stationnement des bus

Pose de miroir

Bordures surbaissées

- commission finances

lundi 19 février 2024

Examen du budget

- commission culture, cérémonies, associations, affaires sportives, communication

mercredi 21 février 2024

Après-midi dansant

Ciné off

Subventions pour l'American Touraine festival et pour les Olympiades

- commission affaires scolaires

mardi 27 février 2024

Rythmes scolaires

- commission cadre de vie

mercredi 28 février 2024

Bléré plage : du 6 juillet au 25 aout

● **CCAS : conseil d'administration**

lundi 26 février 2024

Vote du budget

Frigo solidaire

Réunion le 18 mars avec les communes du territoire intercommunal pour évoquer la participation aux colis alimentaires.

M. CHANTELOUP indique des problèmes de connexion au wifi gratuit « WIFI4EU ».

Mme DALAUDIER indique qu'une information paraîtra dans le Bléré infos concernant le plan canicule. Il y aura un bulletin à remplir et à renvoyer en mairie, il n'y aura pas de distribution nominative du courrier.

Fin de séance à 22h38.

BUDGET 2024 – VUE D'ENSEMBLE PAR CHAPITRES

| Fonctionnement – dépenses | Budget 2024 en € |
|--|-----------------------------|
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 2 356 350,00 |
| CHARGES DE PERSONNEL | 2 433 700,00 |
| AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 511 645,00 |
| ATTENUATION DE PRODUITS | 5 000,00 |
| CHARGES FINANCIÈRES | 42 500,00 |
| CHARGES SPECIFIQUES | 4 000,00 |
| DOTATION PROVISION CREANCES DOUTEUSES | 1 000,00 |
| DOTATION AUX AMORTISSEMENTS | 272 205,00 |
| VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (1) | 1 100 952,00 |
| TOTAL | 6 727 352,00 |

(1) capacité d'autofinancement des investissements

| Fonctionnement – recettes | Budget 2024 en € |
|--|-----------------------------|
| PRODUITS DES SERVICES | 360 500,00 |
| FISCALITE LOCALE | 2 613 184,00 |
| IMPÔTS ET TAXES (sauf fiscalité locale) | 432 000,00 |
| DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 994 900,00 |
| AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 763 000,00 |
| ATTENUATION DE CHARGES | 5 500,00 |
| PRODUITS SPECIFIQUES | 23 425,71 |
| EXCEDENT ANTERIEUR REPORTE | 1 534 842,29 |
| TOTAL | 6 727 352,00 |

| Investissement – désignation des opérations | Dépenses en € | Recettes en € |
|---|----------------------|----------------------|
| Vidéoprotection | 44 000.00 | |
| Réhabilitation site de la fonderie | 700 000.00 | 359 000.00 |
| Salle des fêtes | 142 000.00 | 607 050.00 |
| Camping | 50 000.00 | |
| Moncartier (aménagement voirie-accès) | 200 000.00 | |
| Hôtel de ville (aménagement intérieurs) | | 134 700.00 |
| Courts de tennis | 120 000.00 | |
| Aménagement secteur des Aigremonts | 206 340.00 | 72 225.00 |
| Rénovation groupe scolaire Balzac | 150 000.00 | 53 784.00 |
| Aménagement secteur de la Varenne | 60 000.00 | |
| Voirie et éclairage public (programme 2023) | 29 000.00 | |
| Aménagements pour pauses cyclos | 53 700.00 | |
| Rénovation petit patrimoine | 20 000.00 | |
| Renaturation et restructuration centre-ville | 20 000.00 | |
| Salle multisports aux Aigremonts | 10 000.00 | |
| Viabilisation Aigremonts pour accès centre éducatif fermé | 20 000.00 | |
| Démolition grange impasse Charles Bidault | 60 387.00 | |
| Skatepark aux Aigremonts | 489 136.00 | 177 000.00 |
| Eclairage public (programme 2024) | 40 000.00 | |
| Site Internet (refonte) | 25 000.00 | |
| Vidéoprotection (phase 2) | 25 000.00 | |
| Hôtel de ville (aménagement intérieurs phase 2) | 100 000.00 | |
| Hangar 18 bis quai Bellevue | 145 000.00 | |
| Etude Opération Aménagement Habitat & Renouvellement urbain | 14 000.00 | |
| Moulin des Aigremonts | 145 000.00 | |
| Bâtiment rue du Cdt Cousteau | 35 000.00 | |
| Voirie (programme 2024) | 140 000.00 | |

| Investissement – désignation des opérations | Dépenses en € | Recettes en € |
|--|----------------------|----------------------|
| Travaux divers sur bâtiments et espaces publics | 325 500.00 | 14 924.00 |
| Acquisitions foncières | 150 000.00 | |
| Acquisitions matériels divers | 523 310.00 | 21 000.00 |
| Remboursement capital des emprunts | 325 380.00 | |
| Amortissement des subventions | 11 425.00 | |
| Déficit reporté N-1 | 118 117.00 | |
| Virement de la section de fonctionnement | | 1 100 952.00 |
| Affectation résultat N-1 | | |
| Produit des cessions de biens | | 16 500.00 |
| Dépôt de garantie locations | | 1 200.00 |
| Fonds de compensation de la TVA | | 671 000.00 |
| Taxe d'aménagement | 43 000.00 | 40 000.00 |
| Amortissement des biens | | 272 205.00 |
| Emprunt | | 998 755.00 |
| TOTAL | 4 540 295.00 | 4 540 295.00 |

PROJET

Convention de Projet Urbain Partenarial

Préambule

En application des dispositions des articles L. 332-11-3 et L. 332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

L'association dénommée Groupe SOS JEUNESSE, association déclarée suivant récépissé de déclaration en date du 4 octobre 1960, publié au journal officiel le 23 octobre 1960, sous le numéro SIREN 775 685 506, sise à PARIS (75011) 102 C rue Amelot,

Représentée par M. Philippe CAUMARTIN
En qualité de Directeur Général,

La Commune de BLERE
Représentée par M. Fabien NEBEL,
En qualité de Maire.

ET

La Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher
Représentée par Madame BAYON de NOYER
En qualité de Présidente

La présente convention de projet urbain partenarial a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par la Commune de BLERE (37027) et la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher est rendue nécessaire par l'opération de construction d'un Centre Educatif Fermé (ci-après le « CEF »), sis secteur le Réflésoir, sur les parcelles actuellement cadastrées section YH n°275, YH n°276 et YH n°269, lesdites parcelles étant situées en zone urbaine.

Ces mêmes parcelles ont fait l'objet d'une division bornage et seront cadastrées YH n° 291, YH n°293 et YH n°294 après publication au cadastre, ainsi qu'il résulte des documents établis par le cabinet de Géomètres-Experts GEOPLUS joints.

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

- **Article 1**

La Commune de BLERE et la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher s'engagent à réaliser l'ensemble des équipements liés à l'aménagement et à la desserte des parcelles actuellement cadastrées section YH n°275 – 276 et 269 par le Nord de la rue de Gimont dont la liste et le coût prévisionnel sont fixés ci-après :

Pour la commune :

| | |
|---|--------------|
| - Terrassements et voirie : | 110 000 € HT |
| - Eaux Pluviales : | 25 000 € HT |
| - Tranchées, génie civil Téléphone et Electricité : | 14 000 € HT |
| - Eclairage public : | 12 500 € HT |
| - Espaces verts : | 5 000 € HT |
| - Total Travaux : | 166 500 € HT |
| - Honoraires Maîtrise d'œuvre : | 11 274 € HT |

Pour la communauté de communes

| | |
|--|---------------------|
| - Eaux Usées : | 20 000 € HT |
| - Eau potable et défense incendie : | 5 500 € HT |
| - Total Travaux : | 25 500 € HT |
| - Honoraires Maîtrise d'œuvre : | 1 726 € HT |
| | |
| • Total Travaux : | 192 000 € HT |
| • Honoraires Maîtrise d'œuvre : | 13 000 € HT |
| | |
| • Coût total des équipements à réaliser : | 205 000 € HT |

A ce coût des équipements à réaliser viendra se rajouter le coût d'extension de la desserte électrique dont le chiffrage établi par le Syndicat Intercommunal d'Electricité d'Indre et Loire, compétent pour le développement du réseau de distribution publique d'électricité s'élève à 45 247,40 € dont 40% pris en charge par le présent syndicat. Le reste à charge du demandeur s'élève à **27 148,40 € net**

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés par la Ville de Bléré ou la communauté de communes (à savoir présence d'une canalisation d'eau potable dans la rue de Gimont), ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention, à l'exception de ceux précités et qui seront réalisés par la Commune de Bléré.

• Article 2

La Commune de BLERE et la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher s'engagent à achever les travaux de réalisation des équipements prévus à l'article 1 au minimum 1 mois avant la date de mise en service du CEF (prévision estimée pour début Juillet 2026), sans interférence pouvant ralentir les travaux du CEF et suivant le phasage convenu tel que décrit ci-dessous.

Toutefois les travaux de viabilisation dits primaires devront être terminés au plus tard avant le démarrage des travaux du CEF (estimé à la date de la signature de la convention au 18 novembre 2024) pour permettre au Groupe SOS JEUNESSE de démarrer les travaux de construction du Centre Educatif Fermé. Les travaux de finitions de voirie, la mise en œuvre de l'éclairage public (sauf réseau souterrain) et les espaces verts (bordures, enrobé, ...) seront réalisés après la construction des bâtiments et avant l'ouverture de l'établissement (soit au

plus tard début avril 2026 pour être terminés début mai 2026 – date estimée à la date de signature de la convention).

Un planning prévisionnel de chantier détaillé sera établi en collaboration avec le Groupe SOS JEUNESSE pour le respect des délais concernant les travaux de viabilisation dits primaires ainsi que les travaux de finitions.

Le planning prévisionnel sera établi à la délivrance du Permis de Construire.

- **Article 3**

Le Groupe SOS JEUNESSE s'engage à verser à la Commune de BLERE et la communauté de communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher le montant du coût des équipements publics prévus à l'article 1, nécessaires aux besoins du Centre Educatif Fermé à édifier dans le périmètre défini à l'article 4 de la présente convention, et prendre en charge le coût de la mission complète de MOE attribuée au cabinet GEOPLUS selon le devis V-2023-06 transmis et daté du 19 juin 2023.

La prise en charge par le Groupe SOS JEUNESSE est fixée à 100 % du coût total des équipements visé à l'article 1 des présentes.

En conséquence, le montant de la participation totale à la charge du Groupe SOS JEUNESSE s'élève à : **205 000 € HT.**

En sus, le coût des travaux d'extension du réseau électrique **27 148,40 € net**

Une modification de la participation financière résultant soit d'un ajustement de l'estimation des travaux, soit du constat du coût à la hausse ou à la baisse résultant des consultations des entreprises, se fait selon les règles suivantes :

- Augmentation de l'estimation des dépenses : le Groupe SOS JEUNESSE est informé par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'adresse du siège social ; l'ajustement de la participation donne lieu à un avenant à la Convention, approuvé par l'ensemble des parties, précisant la nouvelle répartition. L'ensemble des justificatifs détaillant ladite augmentation devront être produits au GROUPE SOS JEUNESSE, par l'intermédiaire du courrier recommandé précité.
- Coût constaté inférieur à l'estimation : l'excédent versé bénéficie au GROUPE SOS JEUNESSE. L'ensemble des justificatifs détaillant le différentiel devront être produits au GROUPE SOS JEUNESSE.
- Coût constaté supérieur à l'estimation, dans l'hypothèse où il n'y a pas eu préalablement un avenant d'augmentation de l'estimation prévisionnelle : le coût supplémentaire est supporté par la Commune.

- **Article 4**

Le périmètre d'application de la présente convention est délimité par le plan (base du plan cadastral) joint en annexe à la présente convention. Il est à nouveau précisé que l'ensemble des équipements n'a vocation qu'à permettre l'aménagement et la desserte des parcelles actuellement cadastrées section YH n°275, 276 et 269 par le Nord de la rue de Gimont.

En exécution d'un titre de recettes émis comme en matière de recouvrement des produits locaux, le Groupe SOS JEUNESSE s'engage à procéder au paiement de la participation de projet urbain partenarial mise à sa charge dans les conditions suivantes :

- en deux versements suivant état d'avancement des travaux, dont le 1^{er} versement interviendra préalablement au démarrage des travaux, et au plus tard dans les 3 mois après l'obtention du permis de construire purgé de tous recours/retrait, et le second versement au plus tard avant le démarrage des travaux de finition.

- **Article 5**

La durée d'exonération de la taxe d'aménagement, pour la part communale, est de 5 ans à compter de l'obtention du permis de construire.

NB : Exonération de plein droit au titre des articles L. 331-7 1° et R.331-4 3°c) et e) du code de l'urbanisme : le projet de construction d'un Centre Educatif Fermé semble remplir les conditions pour bénéficier d'une exonération de plein droit au titre de la taxe d'aménagement.

- **Article 6**

La présente convention est exécutoire à compter de sa transmission au contrôle de légalité, au même titre que la délibération municipale approuvant les termes de la convention. Il en sera de même pour les éventuels avenants à la présente convention.

- **Article 7**

Si les équipements publics définis à l'article 1 n'ont pas été achevés dans les délais prescrits par la présente convention, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés sont restituées au Groupe SOS JEUNESSE, sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

L'ensemble des justificatifs devront être produits au GROUPE SOS JEUNESSE.

- **Article 8**

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

- **Article 9**

Le montant de la participation totale à la charge du Groupe SOS JEUNESSE, visé à l'article 3, ne portera d'effet qu'à la condition de la délivrance d'un permis de construire purgé de tous recours/retrait, et le cas échéant de tout permis de construire modificatif qui s'avèrerait nécessaire dans le cadre de la réalisation du projet de construction défini au plan annexé.

- **Article 10**

A l'achèvement des travaux de réalisation des équipements liés à l'aménagement et la desserte des parcelles actuellement cadastrées section YH n°275, 276 et 269, par le Nord de la rue de Gimont, tels qu'ils sont visés limitativement ci-dessus, la commune reprendra à sa charge l'entretien de la voie et des réseaux.

Fait à BLERE.

Le

En 3 exemplaires originaux.

Signatures

Pour le Groupe SOS JEUNESSE
Monsieur Philippe CAUMARTIN

Pour la Commune de BLERE
Le Maire, Monsieur Fabien NEBEL

Pour la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré Val de Cher
La Présidente, Madame BAYON de NOYER



**Monsieur le Maire
Fabien NEBEL
Mairie
35 rue de Loches
37150 BLÉRÉ**

*Dossier suivi par Eddy JORANDON
e.jorandon@cc-autourdechenonceaux.fr
Ligne directe : 02.47.23.58.63*

Nos réf : ABN/EJ/CL/2024 - 230

Objet :

**Rapport CLECT du 20 décembre 2023
LRAR n°2C 114 412 5918 6**

Bléré, le 6 février 2024

Monsieur le Maire,

La Communauté de communes a déclaré d'intérêt communautaire au 1^{er} janvier 2024 deux nouveaux équipements sportifs à savoir :

- Le gymnase d'Athée-sur-Cher
- Le gymnase Pierre Bourreau à Saint-Martin le Beau

Des charges transférées ont été calculées pour ses équipements.

La CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées), réunie le 20 décembre 2023, a adopté le rapport ci-joint.

Par la présente, je vous remercie de présenter ce rapport à votre conseil municipal pour adoption.

Passé un délai de 3 mois à réception de la présente, le rapport sera considéré comme adopté.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Maire, mes salutations respectueuses.

**La Présidente,
Anne BAYON de NOYER**

P.J : rapport CLECT du 20 décembre 2023





**RAPPORT CLECT DU 20 DECEMBRE 2023
REPRISE D'EQUIPEMENTS SPORTIFS
Gymnase d'Athée sur Cher et de Saint Martin le Beau**

Présents : M. Pierre EHLINGER (Francueil) - M. Franck AUGIAS (Chisseaux) - M. Jérôme JARRY (Sublaines) - M. Jean Michel JEAUNEAU (Bléré) - M. Denis CHANTREL (La Croix-en-Touraine) - M. Alain CHANTELOUP (Luzillé) - M. Jacques BRAULT (Saint-Martin-Le-Beau) - M. Jean-Jacques DE SMET (Cigogné) - François BORNE (Courçay) - Mme Anne BAYON DE NOYER (Courçay) - M. Laurent NEVEU - (Athée-sur-Cher)
Mme Michèle PRIEUR (Epeigné-les-Bois) - M. Bruno BONNIN (Chenonceaux) - M. Christian RICOU (Céré-la-Ronde)

Absents excusés - Mme Fanny HERMANGE (Civray-de Touraine) - M. Max BESNARD (Dierre) M. Fabien NEBEL (Bléré)

Communauté de communes : Mme Fédoua MAURICE (Responsable service Finances-Patrimoine)

1 - Présentation de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées CLECT.

La Présidence de la Communauté de Communes Autour de Chenonceaux ayant changé au 09 novembre 2023, la commission s'est réunie le 20 décembre 2023 afin de procéder à l'élection d'une nouvelle Présidence et Vice-présidence et ainsi installer la nouvelle CLECT

2 - Rappel du rôle de la CLECT dans la prise de compétences ou reprise d'équipements

- La CLECT est composée d'un représentant par commune, désigné par le conseil communautaire en début de mandat.
- Elle a pour rôle de définir le calcul des coûts de compétences lors de chaque transfert de charges
- La CLECT définit la période retenue pour les charges transférées en fonctionnement.
- La CLECT calcule le coût moyen annualisé pour les équipements transférés.
- La CLECT analyse les recettes afférentes à chaque compétence considérée afin d'arriver à établir le coût net des charges transféré.
- Les évaluations de la CLECT font l'objet d'un rapport, validé à la majorité relative de ses membres.

- Le rapport de la CLECT doit être notifié à chaque commune membre. Il doit être approuvé à la majorité qualifiée (majorité des 2/3 des communes représentant la 1/2 de la population OU la 1/2 des communes représentant les 2/3 de la population)

3 - Sujets évoqués et validés lors de la réunion de la CLECT concernant l'évaluation des compétences.

Pour des raisons pratiques, techniques et surtout pour l'intérêt communautaire, il est opportun d'assurer l'entretien et la gestion courante du gymnase d'Athée sur Cher. et de Saint Martin le Beau.

Reprise du Gymnase d'Athée sur Cher

Le financement de cet équipement avait été assuré par la réalisation d'emprunts, au nombre de deux en cours à échéance constante en décembre et janvier.

Par conséquent, si reprise, les emprunts seront transférés à la Communauté de communes Autour de Chenonceaux – Bléré Val de Cher.

Le Gymnase est passé en LED avec un interrupteur programmable, l'équipement de panneaux photovoltaïques étant techniquement impossible.

La commune souhaite garder un créneau pour que chaque année s'y déroule le forum des associations ainsi que le Téléthon.

La vidéosurveillance serait à revoir ainsi que les contrôles d'accès du bâtiment par badges.

Les dépenses estimées par la commune s'élèvent à 86 624.04€ en 2022 estimées à 86 000€

| CHARGES COURANTES GYMNASSE ATHEE SUR CHER - ANNEE 2022 | | | |
|--|--|------------------|--|
| Fonctionnement | | | |
| Intitulé poste budgétaire | Désignation | montant TTC | 2023 (année en cours) |
| Eau&Assainissement | Abonnement + conso eau et assainissement | 5 626,36 | En 2023, 7012,69 € |
| Energie&électricité | Abonnement + conso | 27 639,45 | En 2023, repasser au 18/10/ + 20192 € |
| Petit équipement | Achats | 293,44 | |
| Contrats de prestations de services | Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères + entreprise de ménage AG4D | 6 143,56 | 4948,20 € au 06/03/2023 |
| Travaux d'entretien du bâtiment (réparations,...) | Mise en place éclairage LED au gymnase + interrupteurs programmables | 18 427,20 | |
| Maintenance | Contrats SAGALAB ; ; DEFIBRIL ; ACANTHE; BRUNET SAS ; AVERTIN SECURITE INCENDIE... | 3 400,00 | |
| Assurances | Contrat ALLIANZ | 1 671,18 | |
| Frais de Télécommunications | Téléphone + internet | 556,80 | |
| Etudes et recherches | Analyses eau (recherche légionellose) | 152,76 | |
| Charges d'intérêt sur 2022 | | 5 594,15 | en 2023, ajouter intérêts du 2nd emprunt rénégocié (100% gymnase) = +5844,13 € |
| Charges de personnel | estimation équivalent à un mi-temps (traitement + charges) | 17 119,14 | |
| TOTAL I | | 86 624,04 | |

Pour le fonctionnement, la CLECT a décidé de reprendre cet équipement à hauteur de 86 000€.

Il a été convenu à l'unanimité moins deux voix le transfert de cette compétence à l'intercommunalité (Messieurs CHANTELOUP et BONNIN).

Reprise du gymnase de saint Martin le Beau

Le gymnase comporte une salle annexe que la commune souhaite pouvoir continuer à gérer. Cette annexe servirait de stockage pour les utilisateurs du gymnase. Elle est actuellement chauffée mais ne le serait plus à terme.

Les activités du gymnase et annexe seront déplacées dans le pôle associatif qui sera opérationnel fin septembre 2024. D'ici là, la commune continuerait à gérer les plannings en attendant sa création.

Il n'y a pas de frais d'entretien des espaces verts à prévoir, le stade étant de plus contigu au gymnase.

Les dépenses de fonctionnement du gymnase sont moindres en comparaison avec celui d'Athée sur Cher car les charges de personnel et de maintenance de pompe à chaleur sont inexistantes.

Le bâtiment datant des années 70, il sera nécessaire, si reprise il y a, de faire installer des compteurs individuels au vu de l'existence de compteurs d'eau et d'électricité partagés avec le stade.

| GYMNASE | 2021 | 2022 | 2023 | |
|--|--|----------------|----------|-------------------------------------|
| EAU | pas de compteur différencié avec le stade | | | estimation sur 12 mois |
| ELECTRICITE | 3 233 € | 4 386 € | 7 000 € | |
| GAZ | pas de compteur différencié avec le stade // éclairage stade | | | |
| MENAGE | 15 507 € | 14 539 € | 15 500 € | |
| DECAPAGE SOL | 3 770 € | 5 517 € | 6 650 € | |
| FOURNITURES SANITAIRES | 1 068 € | | | |
| REOM | 150 € | 1 065 € | 500 € | |
| pas différencié avec stade | 373 € | 406 € | 450 € | |
| TELEPHONIE | 277 € | 259 € | 250 € | |
| DÉFIBRILLATEUR- Maintenance annuelle et base donnée | 313 € | 113 € | 130 € ht | payée jusqu'au 07-2024 |
| Vérification périodique INSTALL* ELECTRIQUES | | | 96 € ht | |
| Vérification périodique INSTALL* GAZ | | | 48 € ht | |
| Vérification périodique des moyens de secours | | | 45 € ht | |
| CONTROLES annuel des EXTINCTEURS | | | | via Chubb/Groupama |
| Vérification périodique Installation sport - gymnase | | | 156 € ht | 6 panneaux basket et 2 buts de hand |
| Entretien annuelle - rampe gaz | | | 500 € ht | L ALFESTON |
| MAINTENANCE CHAUFFE EAU | 843 € | | | Réparation oui, maintenance non |
| TRAVAUX PONCTUELS | 2 921 € | 967 € | 1 000 € | |
| ASSURANCE DU BATIMENT | 1 000 € estimé | 1 000 € estimé | 1 070 € | |
| | 29 544 € | 28 252 € | 33 510 € | |

Pour le fonctionnement la CLECT a décidé de reprendre cet équipement à hauteur de 33 000€.

Il a été convenu à l'unanimité moins deux voix le transfert de cette compétence à l'intercommunalité (Messieurs CHANTELOUP et BONNIN).

Ainsi, les nouvelles charges transférées appliquées dans le cadre de la reprise des gymnases sont :

- Athée sur Cher : 86 000 €/an à compter de 2024
- Saint Martin le Beau : 33 000 €/an à compter de 2024

Après un vote à l'unanimité des suffrages exprimés, ce rapport sera adressé à l'ensemble des communes membres pour un vote à la majorité qualifiée.

Séance levée à 19h15.

Le Président de la CLECT
Pierre Ehlinger.





**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

**Liberté
Égalité
Fraternité**

Affaire suivie par Denis LAROSE
SUDT / UP
Tél. : 02.47.70.81.86
Courriel : denis.larose@indre-et-loire.gouv.fr

**Direction départementale
des territoires**

Tours, le 13/02/2024

La directrice départementale
des territoires

à

Monsieur Fabien NEBEL,
Maire de la commune de Bléré
35, rue de Loches
37150 BLÉRÉ

Objet : Permis de construire EneR CENTRE-VAL DE LOIRE, parc photovoltaïque - avis des collectivités territoriales intéressées

Réf. : PC 037 027 23 D0028

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de l'instruction du permis de construire n° PC 037 027 23 D0028 pour l'installation d'un parc photovoltaïque sur la commune de Bléré, et afin de pouvoir initier l'enquête publique, il convient de recueillir formellement l'avis de la collectivité d'implantation du projet, conformément aux articles L122-1 V et R122-7 du code de l'environnement.

En conséquence, il est nécessaire que votre conseil municipal prenne une délibération pour faire part de son avis sur ce projet.

Je vous saurai gré de bien vouloir nous faire parvenir cette délibération dès que possible afin de poursuivre l'instruction de ce dossier dans les meilleurs délais.

Sans réponse de votre part dans un délai de 2 mois, votre avis sera réputé donné favorable, conformément aux articles précités.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes salutations respectueuses.

Fait à Tours, le 13 février 2024

l'adjoint au chef de l'unité urbanisme et planification

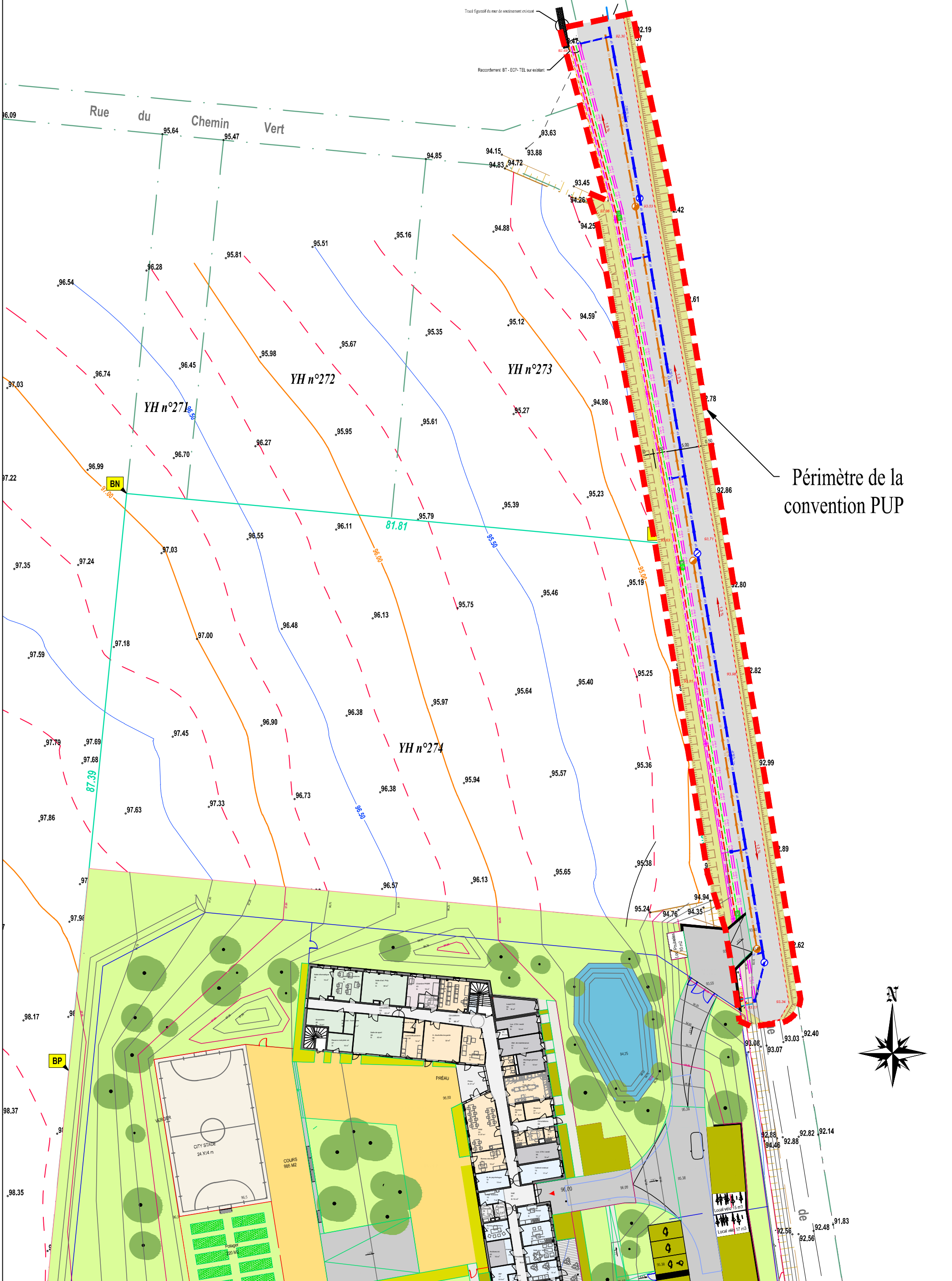
Dominique BERTHONNEAU

| | | | | | | | | |
|-------|------------|------------------------|--|------------------|--------------------|-------|-----|---------|
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Site station d'épuration et ses abords | 25688.6794755388 | BATIMENTS | | | 0AB 13 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Site station d'épuration et ses abords | 25688.6794755388 | BATIMENTS | | | 0AB 265 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Site station d'épuration et ses abords | 25688.6794755388 | BATIMENTS | | | 0AB 5 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking du gymnase des Aigremonts | 6593.0716356361 | PARKING | 451.4 | 415 | 0YH 279 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking du gymnase des Aigremonts | 6593.0716356361 | PARKING | 451.4 | 415 | 0YH 239 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking du gymnase des Aigremonts | 6593.0716356361 | PARKING | 451.4 | 415 | 0YH 281 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking du gymnase des Aigremonts | 6593.0716356361 | PARKING | 451.4 | 415 | 0YH 240 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Les Aigremonts - abords centre de secours et gendarmerie | 4909.40606023406 | AUTRE | | | 0YH 260 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Les Aigremonts - abords centre de secours et gendarmerie | 4909.40606023406 | AUTRE | | | 0YH 263 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Les Aigremonts - abords centre de secours et gendarmerie | 4909.40606023406 | AUTRE | | | 0YH 262 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 268 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 269 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 270 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 261 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 263 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 265 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 267 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 262 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 266 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_SOL | Zone aedificandi - Lieu-dit Le Reflessoir - abords RD | 10930.4532034875 | | | | 0YH 264 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 386 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 387 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 329 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 314 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 331 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Futurs locaux services techniques municipaux | 4497.6065982613 | BATIMENTS | | | OZM 333 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 242 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 237 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 238 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 236 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 32 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Stade de foot - terrain stabilisé - et ses abords | 19458.6396948484 | AUTRE | | | 0YH 240 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 242 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 327 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 276 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 361 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 38 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 379 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 377 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 272 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 270 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 46 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 275 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 42 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 43 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 347 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 351 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 268 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 372 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 355 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 37 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 40 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 36 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 271 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 269 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | | | 0AB 273 |

| | | | | | | |
|-------|------------|------------------------|-----------------------------------|------------------|--------------------|----------|
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 326 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 257 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 353 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 349 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 239 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 348 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 352 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 380 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 378 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 373 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 354 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 350 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 371 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 362 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 359 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 357 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 328 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Ancienne fonderie Autocast | 29115.2948400904 | FRICHE_INDUSTRIELI | OAB 24 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking - rue des Regains | 848.680051532105 | PARKING | OAB 72 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Parking - rue des Regains | 848.680051532105 | PARKING | OAB 277 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Abords cimetièr | 915.573707346656 | AUTRE | OZL 1086 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Abords cimetièr | 915.573707346656 | AUTRE | OZL 1087 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 301 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 438 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 57 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 337 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 437 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 374 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 58 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 338 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 340 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 50 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 375 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale Centrakor | 6552.45828831757 | PARKING | OAC 47 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 204 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 205 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 174 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 207 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 206 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale ALDI | 14086.8665045524 | PARKING | OZM 311 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale - Bricomarché | 9536.27251993461 | PARKING | OZL 1083 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale - Bricomarché | 9536.27251993461 | PARKING | OZL 1085 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale - Bricomarché | 9536.27251993461 | PARKING | OZL 1110 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | Emprise commerciale - Bricomarché | 9536.27251993461 | PARKING | OZL 718 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Îlot Balzac - Groupe scolaire | 8775.15293354627 | BATIMENTS | OAE 348 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Îlot Balzac - Groupe scolaire | 8775.15293354627 | BATIMENTS | OAE 347 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_TOIT | Îlot Balzac - Groupe scolaire | 8775.15293354627 | BATIMENTS | OAE 346 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 1279 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 142 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 652 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 143 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 1013 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 1318 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 651 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 140 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | OZL 138 |

| | | | | | | |
|-------|------------|------------------------|---------------------------------|------------------|---------|----------|
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 139 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 1011 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 1012 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 758 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 1010 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 1278 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 757 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 154 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 153 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 155 |
| BLERE | SOLAIRE_PV | SOLAIRE_PV_NV_OMBRIERE | surface commerciale Intermarché | 17408.9462713704 | PARKING | 0ZL 133 |

PLAN CONVENTION PUP - Ech : 1/500



Périmètre de la convention PUP